

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 407

[2002/29601]

**23 AUGUSTUS 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Centrale commissie van reïfectatie  
voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon kleuter- en lager onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reïfectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewone kleuter- en lager onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2002 tot vaststelling van de samenstelling van de werkingsregels van de Centrale commissie van reïfectatie voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewone kleuter- en lager onderwijs,

Besluit :

**Artikel 1.** Het hierbij gevoegde huishoudelijk reglement van de Centrale commissie van reïfectatie voor het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon kleuter- en lager onderwijs, wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2002.

Brussel, 23 augustus 2002.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 408

[C - 2003/200039]

**19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et d'autres dispositions légales**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

Vu le chapitre II du titre III de la loi programme du 30 décembre 1988;

Vu l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises, confirmé par la loi du 6 décembre 1984, modifié par l'arrêté royal n° 496 du 31 décembre 1986 et par le décret du 1<sup>er</sup> avril 1999;

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, confirmé par la loi du 30 mars 1987 et modifié par l'arrêté royal n° 511 du 11 mars 1987, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 58 du 8 juin 1988 ainsi que par la loi du 6 juillet 1989;

Vu le chapitre II du titre III de la loi programme du 30 décembre 1988, modifié par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 22 juillet 1993 et par l'arrêté royal du 3 avril 1997;

Vu le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, modifié par les décrets du 19 mai 1994, du 1<sup>er</sup> avril 1999 et du 6 mai 1999;

Vu le décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises, modifié par les décrets des 1<sup>er</sup> avril 1999 et 6 mai 1999;

Vu le décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par les décrets des 1<sup>er</sup> avril 1999 et 6 mai 1999;

Vu le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand;

Vu l'arrêté royal du 14 octobre 1986 portant exécution de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises, modifié par l'arrêté royal n° 496 du 31 décembre 1986 et par le décret du 1<sup>er</sup> avril 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1993, par les arrêtés du Gouvernement wallon des 30 mars 1995 et 14 septembre 1995, par le décret du 5 février 1998, par l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1999, par le décret du 6 mai 1999 et par l'arrêté du 13 janvier 2000;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels, modifié par les arrêtés des 3 décembre 1992, 14 janvier 1993, 3 février 1994, 6 octobre 1994, 8 décembre 1994, 30 mars 1995, 11 mai 1995, 31 octobre 1996, 27 janvier 1998, par le décret du 5 février 1998 et par les arrêtés des 2 avril 1998, 4 mars 1999, par le décret du 6 mai 1999 et par les arrêtés des 2 mars 2000, 22 février 2001, 10 janvier 2002, 24 janvier 2002 et 7 mars 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 1994 portant exécution du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises, modifié par l'arrêté royal n° 496 du 31 décembre 1986 et par le décret du 1<sup>er</sup> avril 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 1994 portant exécution de l'article 7 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, modifié par l'arrêté du 24 janvier 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés modifié par les arrêtés des 4 avril 1996, 25 avril 1996, 19 décembre 1996, 27 février 1997, 27 novembre 1997, 11 décembre 1997, 22 janvier 1998, 22 janvier 1998, par le décret du 5 février 1998 et par les arrêtés des 26 mars 1998, 2 avril 1998, 14 mai 1998, 4 juin 1998, 9 juillet 1998, 23 décembre 1998, 4 mars 1999, par le décret du 6 mai 1999 et par les arrêtés du 2 mars 2000, 22 février 2001, 10 janvier 2002, 24 janvier 2002 et 7 mars 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 1998 relatif aux services locaux d'accueil et d'information pour l'emploi, modifié par le décret du 6 mai 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 1998 relatif aux missions régionales pour l'emploi;

Vu l'arrêté ministériel du 29 novembre 1995 portant exécution des articles 7, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et 9, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés;

Vu l'approbation de la Commission européenne, donnée le 6 novembre 2001;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 3 septembre 2002;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 23 septembre 2002;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 23 septembre 2002;

Vu le protocole n° 2002/25 établi le 10 septembre 2002 du Comité C wallon des services publics provinciaux et locaux - sous-section « Région wallonne »;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2002;

Vu l'urgence motivée par :

a) la mise en œuvre de l'accord-cadre pour le secteur non marchand wallon conclu le 16 mai 2000 qui devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2001 en ce qu'il concerne la réforme des programmes de résorption du chômage, ce qui nécessite l'entrée en vigueur avec effet rétroactif à cette date des dispositions relatives aux employeurs visés à l'article 43 du décret;

b) le paiement des arriérés de prise en charge de l'harmonisation barémique imposée à certains employeurs visés à l'article 3 du décret avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> octobre 2001;

c) l'impérieuse nécessité pour les pouvoirs locaux de connaître rapidement le montant des points dont ils disposeront en 2003 ainsi que les dispositions relatives à l'utilisation de ces points visées notamment à l'article 14 du projet d'arrêté et ce, en vue d'élaborer leurs budgets afférents à l'exercice 2003;

d) le fait que de nombreuses conventions conclues avec les employeurs visés aux articles 2 à 3 et 5 du décret viennent à échéance au 31 décembre 2002 et qu'il convient que ces employeurs et travailleurs concernés puissent très rapidement connaître le montant des subventions qui leur seront octroyées dans le cadre du transfert dans le nouveau dispositif;

e) le fait que le Gouvernement et le législateur doivent pouvoir, dans les délais requis, élaborer le budget relatif à l'ensemble du dispositif et ce, catégorie d'employeurs par catégorie d'employeurs;

f) l'impérieuse nécessité de pouvoir, s'agissant d'octroi de subventions nécessaires au paiement de rémunérations de milliers de travailleurs, organiser le transfert en début d'exercice et en début de trimestre;

g) le fait que tout retard pris dans le processus d'adoption des dispositions du projet nuirait gravement aux intérêts des employeurs et des travailleurs concernés;

h) le fait que le projet d'arrêté fixe l'entrée en vigueur des dispositions décrétales;

i) le fait que les dispositions décrétales doivent pour partie rétroagir au 1<sup>er</sup> octobre 2001 et pour partie entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2003;

j) le fait qu'une entrée en vigueur postérieure entraînerait un vide juridique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 354.537/4, donné le 13 décembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « le décret » : le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand;

2° « le Ministre » : le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions;

3° « le ou les Ministres(s) compétent(s) » : le ou les membres du ou des Gouvernement(s) compétent(s) pour le ou les secteur(s) d'activités concerné(s);

4° « l'administration » : la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

5° « le FOREm » : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

6° « l'employeur » : un des employeurs visés aux articles 2 à 5 du décret;

7° « les travailleurs » : les personnes visées aux articles 7 à 9 du décret;

8° « l'aide » : l'aide visée à l'article 14 du décret;

9° « la commission » : la commission interministérielle visée à l'article 25 du décret;

10° « les programmes de remise au travail » : les programmes de remise au travail de demandeurs d'emploi inoccupés visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

11° « A.P.E. » : les aides à la promotion de l'emploi octroyées par ou en vertu du décret.

#### CHAPITRE II. — Procédure d'introduction des demandes et conditions d'octroi de l'aide

**Art. 2.** L'employeur qui désire engager des travailleurs donnant lieu à l'octroi de l'aide adresse une demande à l'administration, soit par courrier, soit par voie électronique, au moyen d'un formulaire dont le modèle est déterminé par l'administration et mis à la disposition de l'employeur par celle-ci ou par les directions régionales du FOREm.

Sauf en ce qui concerne les employeurs visés aux articles 2, § 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, 4 et 5, § 1<sup>er</sup>, 1° du décret, l'administration envoie une proposition de transfert à l'employeur qui occupe des travailleurs dans le cadre des programmes de remise au travail et qui désire transférer ces travailleurs dans le cadre du décret.

L'employeur a un délai de trente jours calendrier à dater de la réception de la proposition de transfert pour faire part de ses motifs de contestation des données contenues dans celles-ci en y joignant les pièces justificatives.

L'administration instruit la réclamation et envoie une proposition de transfert modifiée le cas échéant.

L'employeur qui ne conteste pas la proposition de transfert ou la proposition de transfert modifiée introduit une demande dans les trente jours calendrier qui suivent la réception de la proposition de transfert.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La demande visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, contient, selon le type d'employeur :

1° l'identité, les coordonnées, la raison sociale, le siège social, le siège principal d'activités, le numéro d'affiliation à l'Office national de Sécurité sociale, ci-après dénommé l'O.N.S.S., le numéro d'entreprise, le numéro d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée, le numéro d'inscription à l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants et le numéro de la commission paritaire ou de la sous-commission paritaire dont il dépend;

2° le nombre réel de travailleurs occupés ainsi que le nombre de travailleurs occupés calculé en équivalent temps plein compte tenu :

a) soit des statistiques disponibles à l'O.N.S.S. relatives aux quatre trimestres qui précèdent la demande;

b) soit d'une attestation d'un secrétariat social agréé relative aux quatre trimestres précédant la demande;

3° le ou les numéro(s) de code NACE BEL ainsi que les références de toute autre classification déterminée par le Ministre qui correspondent au(x) secteur(s) d'activité(s);

4° l'objectif visé, les moyens humains, matériels et financiers à y affecter par l'employeur ainsi que le calendrier d'exécution des activités;

5° le nombre et la fonction des travailleurs à engager telle que déterminée par la convention collective de travail adoptée par la commission paritaire ou la sous-commission paritaire compétente ainsi que leur niveau de qualification professionnelle compte tenu des titres requis;

6° une copie des trois derniers comptes annuels;

7° les budgets pour un ou plusieurs exercices;

8° en ce qui concerne les personnes morales, les statuts et les actes modificatifs.

Néanmoins, par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, l'employeur visé à l'article 3 du décret qui bénéficie de programmes de remise au travail annexe une copie des derniers comptes annuels disponibles.

§ 2. La demande visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, introduite par l'employeur visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1° du décret contient également :

1° une copie des statistiques de l'O.N.S.S. relatives aux quatre trimestres précédant la demande ou une attestation d'un secrétariat social agréé certifiant la moyenne annuelle des travailleurs occupés pendant les quatre trimestres qui précèdent la demande, calculée en équivalent temps plein;

2° le montant du chiffre d'affaires et le total du bilan de l'exercice précédant la demande ou, le cas échéant, tels qu'ils résultent des derniers comptes annuels;

3° une copie des trois derniers comptes annuels ou, si l'entreprise ne compte pas encore un exercice d'activités, une copie du plan financier;

4° une déclaration sur l'honneur indiquant que l'employeur satisfait aux obligations prévues à l'article 5, § 3, 3° du décret et, le cas échéant, la copie de la décision de l'administration compétente lui octroyant des délais;

5° les types de fonctions demandées qui répondent aux politiques régionales visées à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° du décret.

Si les statuts font apparaître que le capital appartient pour plus de 25 % à une ou plusieurs entreprises autres que des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels n'exerçant aucun contrôle, l'employeur est également tenu de fournir, pour chacune de ces entreprises :

1° une copie des statistiques de l'O.N.S.S. relatives aux quatre trimestres précédant la demande ou une attestation émanant d'un secrétariat social agréé certifiant la moyenne annuelle des travailleurs occupés pendant les quatre trimestres qui précèdent la demande, calculée en équivalent temps plein;

2° le ou les montant(s) des chiffres d'affaires et des totaux des bilans de l'exercice précédant la demande ou, le cas échéant, tels qu'ils résultent des derniers comptes annuels.

L'employeur peut joindre à son dossier toute(s) étude(s), analyse(s) ou tous plans, réalisés par un organisme tiers, notamment d'assistance ou de consultance.

§ 3. Outre les documents visés au § 1<sup>er</sup>, la demande visée à l'article 2, alinéa 5, contient également :

1° le dernier rapport d'exécution des activités en ce qui concerne les employeurs qui occupaient des travailleurs dans le cadre du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;

2° l'accord de l'employeur sur la proposition de transfert ou la proposition de transfert modifiée visée à l'article 2, alinéa 5.

§ 4. Le Ministre détermine, parmi les documents visés aux §§ 1<sup>er</sup> à 3, ceux que l'employeur ne joint pas à la demande, dès lors qu'ils sont en possession du Ministère de la Région wallonne ou disponibles par voie électronique auprès d'autres organismes ou pouvoirs publics.

**Art. 4.** L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours de la réception de celle-ci. Si la demande ou le dossier est incomplet, l'administration en avise l'employeur, dans le même courrier, en lui faisant part de la suspension du délai visé à l'article 7, jusqu'à la réception des pièces ou renseignements manquants.

L'employeur introduit ces pièces et renseignements selon les mêmes modes que la demande.

L'administration adresse à l'employeur, dans les quinze jours qui suivent la date d'envoi de l'accusé de réception, un rappel du relevé des pièces manquantes.

A défaut de les avoir reçues dans les quinze jours qui suivent ce rappel, la demande est classée sans suite.

**Art. 5.** L'administration sollicite, dans les quinze jours de l'introduction de la demande complète :

1° le ou les avis du ou des Ministre(s) compétent(s) sur la demande visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, introduite par l'employeur visé à l'article 3 du décret;

2° l'évaluation de la demande visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, introduite par l'employeur visé à l'article 5 du décret, par les services du Gouvernement ou les organismes suivants :

1° La Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

2° La Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;

3° La Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

4° La Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

5° Le FOREm;

6° L'Agence wallonne à l'Exportation.

Ces évaluations sont remises dans un délai de soixante jours. A défaut de respecter ce délai, les évaluations ne sont plus requises.

L'avis ou les avis du ou des Ministre(s) compétent(s) peuvent contenir un degré de priorité du dossier sur lequel il(s) se prononcent.

**Art. 6.** L'instruction de la demande et, le cas échéant, l'évaluation de l'exécution des activités sont effectuées par l'administration.

**Art. 7.** L'administration transmet le dossier complet et une proposition de décision au Ministre dans les cent vingt jours de la réception de la demande visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, ou dans les quatre-vingt jours de la réception de la demande visée à l'article 2, alinéa 5.

**Art. 8.** Le Ministre demande, le cas échéant, un complément d'instruction à l'administration.

Le Ministre prend sa décision dans les vingt jours qui suivent la réception du dossier ou du complément d'instruction. S'il ne suit pas le ou les avis du ou des Ministre(s) compétent(s), il les informe préalablement à la notification de la décision. Le ou les Ministre(s) compétent(s) bénéficient d'un délai de quinze jours maximum pour, le cas échéant, transmettre un complément d'information au Ministre.

Le Ministre transmet la décision à l'administration.

L'administration communique cette décision dans les dix jours de sa réception au(x) Ministre(s) compétent(s), au siège central du FOREm et à l'employeur.

L'engagement des travailleurs doit être réalisé dans les cent quatre-vingt jours à dater du jour qui suit la notification de la décision.

Le FOREm détermine :

1° le modèle d'attestation permettant de certifier que les demandeurs d'emploi inoccupés sont dans les conditions visées aux articles 7 à 9 du décret ainsi que les modalités de délivrance et de validité de celle-ci;

2° la fiche signalétique du travailleur et la procédure de transmission au FOREm des documents liés à l'engagement;

3° la fiche de modifications du signalétique du travailleur;

4° l'état de salaires;

5° les modalités de transmission de cet état de salaires nécessaire au paiement de l'aide.

**Art. 9.** En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 3 du décret, la décision d'octroi de l'aide peut être prise pour une durée déterminée ou indéterminée en fonction, soit des critères visés à l'article 17 du décret, soit des critères d'évaluation visés à l'article 32, alinéa 4 du décret.

Le Ministre peut, sur demande motivée de l'employeur, le dispenser du respect de la condition visée à l'article 3, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> du décret.

Au moins tous les trois ans et à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, l'administration procède, en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 3 du décret, à une évaluation des décisions.

Elle pratique cette évaluation sur base des critères visés à l'article 32, alinéa 4, 1° à 3° et 7° à 13° du décret et demande l'avis du ou des Ministre(s) compétent(s) quant au respect des critères visés à l'article 32, alinéa 4, 4° à 6° du décret.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'évaluation défavorable, sur proposition de l'administration et après avis de la commission et avis du ou des Ministre(s) compétent(s), le Ministre peut, conformément à l'article 33 du décret, retirer la décision d'octroi.

A l'issue d'une décision à durée déterminée ou dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'aide continue d'être octroyée, selon les modalités déterminées par le Ministre, pendant la durée du préavis presté par le travailleur telle que prévue par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou la convention collective de travail n° 75 du 20 décembre 1999, conclue au sein du Conseil national du Travail, relative aux délais de préavis des ouvriers, en ce non compris les périodes d'incapacité de travail qui suspendent l'exécution du préavis non prises en charge par l'employeur.

L'article 17, alinéa 2 du décret ne s'applique pas au remplacement du travailleur licencié dont le préavis est suspendu pour incapacité de travail.

§ 2. En cas de licenciement notifié par l'employeur ou de congé notifié par le travailleur et dès lors que le préavis est presté par le travailleur, l'aide est octroyée à l'employeur pendant la durée du préavis presté par le travailleur telle que prévue par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou la convention collective de travail n° 75 du 20 décembre 1999, conclue au sein du Conseil national du Travail, relative aux délais de préavis des ouvriers, en ce non compris les périodes d'incapacité de travail qui suspendent l'exécution du préavis non prises en charge par l'employeur.

L'octroi de l'aide n'est pas effective, en cas de licenciement du travailleur qui remplace le travailleur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 11.** En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1° du décret la décision est prise pour une durée indéterminée, sauf en ce qui concerne la décision prise en vertu de l'article 15, § 4, du décret.

En ce qui concerne l'employeur visé aux articles 2, § 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, 3 et 5, § 1<sup>er</sup>, 2° du décret la décision est prise, soit pour une durée indéterminée, soit pour une durée déterminée de six mois minimum à trois ans maximum.

**Art. 12.** L'employeur peut solliciter toute modification de la décision selon la procédure visée aux articles 2 à 8. La demande relative à une cession de points visée à l'article 22 du décret est considérée comme une modification de la décision.

Néanmoins, en ce qui concerne les modifications de décisions qui n'ont aucun impact budgétaire supplémentaire et qui ne modifient pas la teneur du projet, le Ministre peut déléguer à l'administration le traitement de ces modifications de décisions ainsi que leur signature.

**Art. 13.** L'employeur remet annuellement à l'administration un rapport d'exécution de la décision selon les modalités déterminées par le Ministre.

CHAPITRE III. — *Montants de l'aide**Section 1<sup>er</sup>.* — Les pouvoirs locaux

**Art. 14.** En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1° du décret, le nombre de points maximum utilisable par poste de travail est déterminé comme suit, conformément à l'article 15, § 7, du décret :

1° s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 7 du décret :

- a) de niveau 1 : 2 points;
- b) de niveau 2+ : 2 points;
- c) de niveau 2 : 2 points;
- d) de niveau 3 et 4 : 2 points;

2° s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 8 du décret :

- a) de niveau 1 : 8 points;
- b) de niveau 2+ : 7 points;
- c) de niveau 2 : 6 points;
- d) de niveau 3 et 4 : 5 points;

3° s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 9 du décret :

- a) de niveau 1 : 10 points;
- b) de niveau 2+ : 9 points;
- c) de niveau 2 : 8 points;
- d) de niveau 3 et 4 : 7 points.

Le Ministre détermine la méthode de convergence entre les niveaux de qualification susvisés et les fonctions exercées par les travailleurs telles que déterminées par les conventions collectives de travail, les accords conclus au sein du Comité C wallon des services publics provinciaux et locaux - sous-section « Région wallonne » ou la réglementation applicable à l'employeur.

**Art. 15.** Conformément à l'article 15, § 4, 4° du décret, le Ministre détermine le nombre de points attribué à chaque Centre public d'Aide sociale en fonction de la survenance, dans son ressort, de naissances multiples. Il détermine également les modalités d'octroi de ces points.

Par naissance multiple, on entend la naissance d'au moins trois enfants pendant une période de douze mois. Le Ministre peut, sur demande dûment motivée, déroger à cette définition en ce qui concerne la période ou la composition de la famille qui vit une naissance multiple.

Le Ministre détermine, sur proposition de la commission, les modalités d'octroi des points complémentaires visés à l'article 15, § 4, 1° à 3° du décret.

**Art. 16.** En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1° du décret, le maintien du volume global de l'emploi est calculé par rapport à l'effectif de référence, à savoir le nombre moyen de travailleurs calculé en équivalent temps plein, occupés à quelque titre que ce soit chez l'employeur, au cours des quatre trimestres qui précèdent l'introduction d'une demande visée à l'article 2.

Néanmoins, ne sont pas pris en considération pour le calcul de l'effectif de référence :

- 1° les travailleurs engagés dans le cadre du programme de transition professionnelle;
- 2° les travailleurs engagés dans le cadre de la Convention de premier emploi visée au chapitre VIII de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi;
- 3° les travailleurs engagés dans le cadre des articles 60, § 7, et 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'Aide sociale;
- 4° les travailleurs qui bénéficient de l'activation des allocations de chômage;
- 5° les travailleurs qui bénéficient du Maribel social;
- 6° le personnel enseignant;
- 7° les pompiers volontaires;
- 8° le personnel occupé dans un hôpital;
- 9° le personnel occupé en vertu d'une décision visée à l'article 15, §§ 4 et 5 du décret.

L'effectif de référence est déterminé, soit par les statistiques à l'O.N.S.S. relatives aux quatre trimestres précédant la demande, soit par une attestation d'un secrétariat social agréé relative aux quatre trimestres précédant la demande.

Le calcul du maintien du volume global de l'emploi est effectué par l'administration, chaque année, à la date anniversaire de la notification de la décision, en comparant l'effectif de référence à la moyenne annuelle des travailleurs exprimée en équivalent temps plein, occupés à quelque titre que ce soit pendant les quatre trimestres précédant la date anniversaire de la notification de la décision en ce non compris le personnel visé à l'alinéa 2.

En cas de diminution de l'effectif de référence, le nombre de points octroyé en vertu de l'article 15, § 1<sup>er</sup> du décret est diminué d'un pourcentage proportionnel au pourcentage de la diminution du volume global de l'emploi.

Il n'est pas tenu compte, selon les modalités déterminées par le Ministre, des diminutions dues :

- 1° à la cession de points effectuée en vertu de l'article 22 du décret;
- 2° au transfert de personnel vers les zones de police;
- 3° à la perte de subventions émanant de pouvoirs publics.

En cas de cession de points visée à l'article 22 du décret, l'effectif de référence de l'employeur cessionnaire est augmenté du nombre correspondant à la diminution de l'effectif de référence de l'employeur cédant.

En cas de diminution de l'effectif de référence due à une diminution du nombre maximum de points octroyés par application de l'article 15 du décret, le calcul du maintien du volume global de l'emploi est effectué, à la date anniversaire de notification de la décision, par rapport à l'effectif de référence visé à l'alinéa 3, diminué du nombre moyen de travailleurs calculé en équivalent temps plein tel qu'il résulte de cette cause.

**Art. 17.** L'employeur visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, doit utiliser les points octroyés en vertu de l'article 15, § 1<sup>er</sup> du décret dans un délai de six mois prenant cours à dater du premier jour du mois qui suit la notification de la décision d'octroi.

L'employeur visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> du décret ne peut engager des demandeurs d'emploi inoccupés visés à l'article 7 du décret qui ont été occupés dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée et non subventionnés par l'employeur qui les engage dans les six mois qui précèdent leur inscription en tant que demandeur d'emploi.

*Section 2. — Les pouvoirs régionaux et communautaires*

**Art. 18.** En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> du décret, le nombre de points maximum utilisable par poste de travail est, conformément à l'article 16, alinéa 3 du décret, de deux points, et ce quelles que soient les qualifications du travailleur ou son appartenance à l'une des catégories visées aux articles 7 à 9 du décret.

*Section 3. — Les employeurs du secteur non marchand*

**Art. 19.** En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 3 du décret, le nombre de points maximum utilisable par poste de travail est déterminé comme suit, conformément à l'article 17, alinéa 3 du décret :

1<sup>o</sup> s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 7 du décret :

- a) de niveau 1 : 6 points;
- b) de niveau 2+ : 5 points;
- c) de niveau 2 : 4 points;
- d) de niveau 3 ou 4 : 3 points;

2<sup>o</sup> s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 8 du décret :

- a) de niveau 1 : 10 points;
- b) de niveau 2+ : 9 points;
- c) de niveau 2 : 8 points;
- d) de niveau 3 ou 4 : 7 points;

3<sup>o</sup> s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 9 du décret :

- a) de niveau 1 : 12 points;
- b) de niveau 2+ : 11 points;
- c) de niveau 2 : 10 points;
- d) de niveau 3 ou 4 : 9 points.

Sans préjudice de l'article 20, l'employeur visé à l'article 3 du décret peut répartir entre ses travailleurs les points qui lui sont octroyés dans le respect de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Ministre détermine la méthode de convergence entre les niveaux de qualification susvisés et les fonctions exercées par les travailleurs telles que déterminées par les conventions collectives de travail ou la réglementation applicable à l'employeur.

**Art. 20.** Par dérogation à l'article 19, en ce qui concerne l'employeur visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> du décret, qui introduit une demande visée à l'article 2, alinéa 5, le nombre de points maximum utilisable, par poste de travail, est calculé, conformément à l'article 44, alinéa 6 du décret, selon les modalités déterminées par le Ministre.

**Art. 21.** En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 3 du décret, le maintien du volume global de l'emploi est calculé par rapport à l'effectif de référence, à savoir la moyenne annuelle des travailleurs exprimée en équivalent temps plein, occupés à quelque titre que ce soit par l'employeur au cours des quatre trimestres précédant l'introduction d'une demande visée à l'article 2.

Néanmoins, ne sont pas pris en considération pour le calcul de l'effectif de référence :

- 1<sup>o</sup> les travailleurs engagés dans le cadre du programme de transition professionnelle;
- 2<sup>o</sup> les travailleurs engagés dans le cadre de la Convention de premier emploi visée au Chapitre VIII de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi;
- 3<sup>o</sup> les travailleurs engagés dans le cadre des articles 60, § 7, et 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'Aide sociale;
- 4<sup>o</sup> les travailleurs qui bénéficient de l'activation des allocations de chômage;
- 5<sup>o</sup> les travailleurs qui bénéficient du Maribel social.

L'effectif de référence est déterminé, selon les modalités définies par le Ministre, soit par les statistiques de l'O.N.S.S., soit par une attestation d'un secrétariat social agréé relatives aux quatre trimestres précédant la demande.

Le calcul du maintien du volume global de l'emploi est effectué par l'administration, chaque année, à la date anniversaire de la notification de la décision en comparant l'effectif de référence à la moyenne annuelle des travailleurs exprimée en équivalent temps plein, occupés à quelque titre que ce soit pendant les quatre trimestres précédant la date anniversaire de la notification de la décision.

En cas de diminution par rapport à l'effectif de référence, le nombre de points octroyé est diminué d'un pourcentage égal au pourcentage de la diminution du volume global de l'emploi.

Néanmoins, conformément à l'article 3, § 3, alinéa 2 du décret, l'employeur peut solliciter, par lettre recommandée adressée au Ministre, une dérogation à l'article 3, § 3, 3<sup>o</sup> du décret.

*Section 4.* — Les entreprises - Les Universités, les Hautes Ecoles, les écoles supérieures des arts et les écoles d'architecture qui initient un processus de création de produits ou de services en vue de valoriser des recherches.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1° du décret, le nombre de points maximum octroyé par employeur est calculé comme suit :

- 1° s'il s'agit d'un employeur occupant de 1 à 4 travailleurs : 28 points;
- 2° s'il s'agit d'un employeur occupant de 5 à 9 travailleurs : 34 points;
- 3° s'il s'agit d'un employeur occupant de 10 à 24 travailleurs : 42 points;
- 4° s'il s'agit d'un employeur occupant de 25 à 49 travailleurs : 48 points;
- 5° s'il s'agit d'un employeur occupant de 50 à 99 travailleurs : 56 points;
- 6° s'il s'agit d'un employeur occupant de 100 à 249 travailleurs : 60 points.

L'effectif du personnel est calculé en se référant à la moyenne trimestrielle des travailleurs exprimée en équivalent temps plein, occupés à quelque titre que ce soit par l'employeur compte tenu des statistiques de l'O.N.S.S. relatives au trimestre précédant la demande ou d'une attestation d'un secrétariat social agréé relative au trimestre précédant la demande.

§ 2. La durée maximale de l'aide est calculée comme suit :

- 1° en ce qui concerne les politiques régionales visées à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, a) à f) du décret : 3 ans;
- 2° en ce qui concerne les politiques régionales visées à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, g) du décret : 2 ans;
- 3° en ce qui concerne les politiques régionales visées à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, h) du décret : 1 an.

**Art. 23.** En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1°, du décret, le nombre de points maximum utilisable par poste de travail est calculé comme suit, conformément à l'article 19, alinéa 3 du décret :

- 1° s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 7 du décret :
  - a) de niveau 1 : 7 points;
  - b) de niveau 2+ : 8 points;
  - c) de niveau 2 : 9 points;
  - d) de niveau 3 ou 4 : 10 points;
- 2° s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 8, du décret :
  - a) de niveau 1 : 8 points;
  - b) de niveau 2+ : 9 points;
  - c) de niveau 2 : 10 points;
  - d) de niveau 3 ou 4 : 11 points;
- 3° s'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 9, du décret :
  - a) de niveau 1 : 9 points;
  - b) de niveau 2+ : 10 points;
  - c) de niveau 2 : 11 points;
  - d) de niveau 3 ou 4 : 12 points;

Le Ministre détermine la liste des diplômes des niveaux susvisés.

Néanmoins, en ce qui concerne l'employeur visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1° du décret, qui compte de 1 à 24 travailleurs et qui est situé en zone de développement, le nombre de points maximum utilisable par l'employeur, par poste de travail, est de 12 points, quels que soient les qualifications ou le statut du travailleur par rapport aux articles 7 à 9 du décret.

**Art. 24.** En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret, le nombre de points maximum octroyé par employeur est de 60 points.

Le nombre de points maximum octroyé par poste de travail est de 12 points quelles que soient les qualifications du travailleur ou son appartenance aux catégories visées aux articles 7 à 9 du décret.

Le Ministre détermine la liste des diplômes des niveaux susvisés.

**Art. 25.** En ce qui concerne l'employeur visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1° du décret, l'augmentation nette du volume global de l'emploi est calculée par rapport à l'effectif de référence, à savoir la moyenne annuelle des travailleurs exprimée en équivalent temps plein, occupés à quelque titre que ce soit pendant les quatre trimestres précédant l'introduction d'une demande visée à l'article 2.

L'effectif de référence est déterminé, soit par les statistiques de l'O.N.S.S. relative aux quatre trimestres précédant la demande, soit par une attestation d'un secrétariat social agréé relatives aux quatre trimestres précédant la demande.

Le calcul de l'augmentation nette du volume global de l'emploi est effectué par l'administration, chaque année, à la date anniversaire de la notification de la décision et pendant la durée de cette décision ainsi que pendant une période consécutive d'une durée égale à celle-ci, en comparant l'effectif de référence à la moyenne annuelle des travailleurs exprimée en équivalent temps plein, occupés à quelque titre que ce soit pendant les quatre trimestres précédant la date anniversaire de la notification de la décision.

Cette augmentation doit être égale ou supérieure au nombre de travailleurs qui bénéficient de l'aide.

En cas de non-respect de cette augmentation nette pendant la durée de la décision ainsi que pendant une période consécutive à la décision d'une durée égale à celle-ci, l'aide octroyée est récupérée proportionnellement à la diminution du volume global de l'emploi.



CHAPITRE IV. — *Liquidation de l'aide*

**Art. 26.** En ce qui concerne les employeurs visés aux articles 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, 3 et 5 du décret, lors du premier mois d'occupation des travailleurs qui suit le transfert, l'aide est liquidée à l'employeur, selon les modalités déterminées par le Ministre, par le FOREm, par douzième provisoire au plus tard le 23<sup>e</sup> jour de ce mois.

En ce qui concerne les employeurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> du décret, lors des trois premiers mois d'occupation des travailleurs qui suivent le transfert, l'aide est liquidée à l'employeur, selon les modalités déterminées par le Ministre, par le FOREm, par douzième provisoire au plus tard le 23<sup>e</sup> jour du mois.

La subvention perçue indûment lors du premier mois ou des trois premiers mois est, compte tenu de l'état de salaires introduit dans les délais, récupérée, le cas échéant, à la fin du contrat de travail du ou des travailleurs concernés ou à la fin de la décision.

Pour les autres mois d'occupation des travailleurs, l'aide est liquidée à l'employeur par le FOREm, par douzièmes au plus tard le 23<sup>e</sup> jour du mois de prestations, en fonction de l'état de salaires relatif au mois précédent, introduit au plus tard le 15<sup>e</sup> jour du mois, selon des modalités déterminées par le Ministre.

A défaut d'introduire cet état de prestations dans le délai visé à l'alinéa 2, et à la condition qu'il soit introduit au plus tard dans les vingt-cinq jours qui suivent ces délais, l'aide est liquidée le 23<sup>e</sup> jour du mois suivant.

Pour tout état de prestations introduit en dehors du délai visé à l'alinéa 3, l'employeur supporte seul la rémunération des travailleurs concernés par cet état.

CHAPITRE V. — *Evaluation, sanctions et récupérations*

**Art. 27.** Le rapport visé à l'article 50, alinéa 1<sup>er</sup> du décret est adopté sur proposition du Ministre et des Ministres compétents.

Le Ministre détermine le contenu de ce rapport.

Le rapport visé à l'article 50, alinéa 2, du décret est adopté sur proposition du Ministre et des Ministres compétents.

**Art. 28.** Le Ministre peut, sur proposition de la Commission et sur avis du ou des Ministre(s) compétent(s), concernés prendre une des sanctions visées à l'article 33 du décret.

Au préalable, l'administration adresse à l'employeur un avertissement par lettre recommandée l'invitant à faire part de ses observations et moyens de défense dans un délai de quinze jours calendrier à dater de la réception de la lettre recommandée.

A sa demande, l'employeur ou son mandataire peut être entendu par la commission dans un délai de trente jours calendrier à dater de la demande.

La décision du Ministre est notifiée par l'administration au Ministre compétent, à l'administration centrale du FOREm et à l'employeur.

**Art. 29.** L'aide indûment liquidée est récupérée par le FOREm. La récupération est opérée par toutes voies de droit et, notamment, par compensation sur les montants de l'aide à échoir.

**Art. 30.** Conformément à l'article 3, § 2, 5<sup>o</sup> du décret, le FOREm peut conclure, selon les modalités déterminées par le Ministre, des plans d'apurement avec l'employeur visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup> du décret.

En cas de non respect du plan d'apurement, le montant de l'aide est diminué, selon les modalités déterminées par le Ministre, des montants échus et à échoir.

CHAPITRE VI. — *Informations des travailleurs*

**Art. 31.** L'employeur visé à l'article 3 est tenu d'informer le Conseil d'entreprise, la délégation syndicale ou à défaut, les travailleurs concernés des actes administratifs visés aux articles 3, 8, 10 et 29.

Cette information sera la plus large possible et reprendra tous les éléments des actes susvisés.

CHAPITRE VII. — *Dispositions d'exécution*

**Art. 32.** Par application de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, ci-après dénommé « l'arrêté royal n° 474 »; le champ d'application, quant aux employeurs, est celui visé à l'article 2 du décret.

**Art. 33.** Les modalités d'octroi et de liquidation de la prime prévue par l'arrêté royal n° 474, sont celles visées au chapitre II du décret.

**Art. 34.** Par application de l'article 5 de l'arrêté royal n° 474, le champ d'application, en ce qui concerne les travailleurs, est celui visé aux articles 7 à 9 du décret.

**Art. 35.** Par application de l'article 93, alinéa 4 de la loi, le champ d'application, quant aux employeurs, est celui visé aux articles 3, 4 et 5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret.

**Art. 36.** Par application de l'article 94, § 1<sup>er</sup> de la loi, les modalités d'octroi et de liquidation de la prime sont celles visées au chapitre II du décret.

**Art. 37.** Par application de l'article 97, § 3 de la loi, le champ d'application, en ce qui concerne les travailleurs, est celui visé aux articles 7 à 9 du décret.

**Art. 38.** L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 1998 relatif aux missions régionales pour l'emploi est remplacé par la disposition suivante :

« Le Ministre peut accorder aux Missions régionales pour l'emploi agréées une subvention annuelle destinée à couvrir partiellement leurs frais administratifs se rapportant à l'exercice des fonctions visées à l'article 3. Sur proposition du Comité d'accompagnement et par exercice budgétaire, le Ministre peut adapter ce montant en fonction de l'ampleur des activités déployées. »

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 39.** L'arrêté royal du 14 octobre 1986 portant exécution de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises est abrogé.

**Art. 40.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand est abrogé.

**Art. 41.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 1994 portant exécution de l'article 7 du décret du Conseil régional wallon du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand est abrogé.

**Art. 42.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 1994 portant exécution du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises est abrogé.

**Art. 43.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés est abrogé.

**Art. 44.** L'arrêté ministériel du 29 novembre 1995 portant exécution des articles 7, § 1<sup>er</sup>, 1°, et 9, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés est abrogé.

**Art. 45.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996 d'exécution du décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand est abrogé.

**Art. 46.** Les articles 1<sup>er</sup>, 4°, 5 et 6, 11, 12 et 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 1998 relatif aux services locaux d'accueil et d'information pour l'emploi sont abrogés.

**Art. 47.** Les articles 5, § 1<sup>er</sup>, 8 et 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 1998 relatif aux Missions régionales pour l'emploi sont abrogés.

**Art. 48.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels est abrogé.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires*

**Art. 49.** L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 21 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand est remplacé par l'alinéa suivant :

« Un point vaut 2.541 euros et les employeurs peuvent bénéficier par année et par travailleur équivalent temps plein d'un maximum de 12 points sauf en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 44 qui peuvent bénéficier d'un nombre de points plus important par année et par travailleur équivalent temps plein, occupé précédemment dans un des programmes de remise au travail visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. »

**Art. 50.** Les employeurs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1° du décret ne doivent respecter la condition visée à l'article 3, § 2, 7° du décret qu'à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

**Art. 51.** Le rapport visé à l'article 25, 6° du décret comporte le nombre de postes de travail octroyés par décision et est fourni trimestriellement à la commission.

**Art. 52.** Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> octobre 2001 en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 43 du décret.

Néanmoins :

- 1° l'article 35 du décret et l'article 39 du présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003;
- 2° l'article 36 du décret et l'article 48 du présent arrêté entrent en vigueur le 31 décembre 2003;
- 3° l'article 37 du décret et les articles 43, 44, 46 et 47 du présent arrêté entrent en vigueur le 31 décembre 2003;
- 4° l'article 38 du décret et les articles 40 et 41 du présent arrêté entrent en vigueur le 31 décembre 2003;
- 5° l'article 39 du décret et l'article 42 du présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003;
- 6° l'article 40 du décret et l'article 45 du présent arrêté entrent en vigueur le 31 décembre 2003.

Les demandes introduites à l'administration avant le 31 décembre 2002 en vertu du décret du Conseil régional wallon du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises ou en vertu de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises; restent soumises aux législations précitées.

**Art. 53.** La Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VANCAUWENBERGHE  
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
M. ARENA

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 408

[2003/200039]

**19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en van andere wetsbepalingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

Gelet op hoofdstuk II, titel III, van de programmawet van 30 december 1988;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen, bekrachtigd bij de wet van 6 december 1984, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 496 van 31 december 1986 en bij het decreet van 1 april 1999;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1987 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 511 van 11 maart 1987, bij het arrest van het Arbitragehof nr. 58 van 8 juni 1988, alsook bij de wet van 6 juli 1989;

Gelet op hoofdstuk II, titel III, van de programmawet van 30 december 1988, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 22 juli 1993 en bij het koninklijk besluit van 3 april 1997;

Gelet op het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij de decreten van 19 mei 1994, 1 april 1999 en 6 mei 1999;

Gelet op het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de decreten van 1 april 1999 en 6 mei 1999;

Gelet op het decreet van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij de decreten van 1 april 1999 en 6 mei 1999;

Gelet op het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 496 van 31 december 1986 en bij het decreet van 1 april 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1993, bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 maart 1995 en 14 september 1995, bij het decreet van 5 februari 1998, bij het besluit van 1 april 1999, bij het decreet van 6 mei 1999 en bij het besluit van 13 januari 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen te werk zijn gesteld, gewijzigd bij de besluiten van 3 december 1992, 14 januari 1993, 3 februari 1994, 6 oktober 1994, 8 december 1994, 30 maart 1995, 11 mei 1995, 31 oktober 1996, 27 januari 1998, bij het decreet van 5 februari 1998 en bij de besluiten van 2 april 1998, 4 maart 1999, bij het decreet van 6 mei 1999 en bij de besluiten van 2 maart 2000, 22 februari 2001, 10 januari 2002, 24 januari 2002 en 7 maart 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 september 1994 houdende uitvoering van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 496 van 31 december 1986 en bij het decreet van 1 april 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 1994 tot uitvoering van artikel 7 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij het besluit van 24 januari 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en daarmee gelijkgestelde werkgevers, gewijzigd bij de besluiten van 4 april 1996, 25 april 1996, 19 december 1996, 27 februari 1997, 27 november 1997, 11 december 1997, 22 januari 1998, bij het decreet van 5 februari 1998 en bij de besluiten van 26 maart 1998, 2 april 1998, 14 mei 1998, 4 juni 1998, 9 juli 1998, 23 december 1998, 4 maart 1999, bij het decreet van 6 mei 1999 en bij de besluiten van 2 maart 2000, 22 februari 2001, 10 januari 2002, 24 januari 2002 en 7 maart 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 1998 betreffende de plaatselijke onthaal- en informatiediensten voor tewerkstelling, gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 1998 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 november 1995 tot uitvoering van de artikelen 7, § 1, 1°, en 9, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en daarmee gelijkgestelde werkgevers;

Gelet op de goedkeuring van de Europese Commissie, gegeven op 6 november 2001;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 3 september 2002;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 23 september 2002;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 23 september 2002;

Gelet op het protocol nr. 2002/25, opgemaakt op 10 september 2002 door het Waalse « Comité C » voor de openbare provincie- en plaatselijke diensten — onderafdeling « Waals Gewest »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 juli 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juli 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door :

a) de uitvoering van de kaderovereenkomst voor de non-profitsector, aangegaan op 16 mei 2000, die in werking moest treden op 1 oktober 2001 wat betreft de hervorming van de programma's voor werkloosheidsbestrijding, wat de inwerkingtreding met terugwerkende kracht op die datum vereist van de bepalingen betreffende de werkgevers bedoeld in artikel 43 van het decreet;

b) de betaling, met terugwerkende kracht op 1 oktober 2001, van de achterstallen m.b.t. de indienstneming van de loonschaalharmonisering opgelegd aan sommige werkgevers bedoeld in artikel 3 van het decreet;

c) het feit dat de plaatselijke besturen zo spoedig mogelijk kennis moeten krijgen van het aantal punten waarover ze in 2003 zullen beschikken, alsook van de bepalingen betreffende het gebruik van die punten, zoals bedoeld in o.a. artikel 14 van het ontwerp van besluit, opdat ze hun begrotingen voor het boekjaar 2003 kunnen opmaken;

d) het feit dat talrijke overeenkomsten aangegaan met de werkgevers bedoeld in de artikelen 2 tot 3 en 5 van het decreet, vervallen op 31 december 2002 en dat de betrokken werkgevers en werknemers zo spoedig mogelijk kennis moeten krijgen van het bedrag van de toelagen die hen worden toegekend in het kader van de overdracht in het nieuwe stelsel;

e) het feit dat de Regering en de wetgever de begroting voor het gezamenlijke stelsel binnen de opgelegde termijnen per categorie werkgevers moeten kunnen opmaken;

f) de dwingende noodzakelijkheid de overdracht te organiseren in het begin van het boekjaar en in het begin van het kwartaal, daar het gaat om de toekenning van toelagen die dienen voor de betaling van het loon van duizenden werknemers;

g) het feit dat elke vertraging in het proces m.b.t. de goedkeuring van de bepalingen van het ontwerp de belangen van de betrokken werkgevers en werknemers ernstig zou schaden;

h) het feit dat het ontwerp van besluit de inwerkingtreding van de decretale bepalingen vastlegt;

i) het feit dat de decretale bepalingen deels terugwerkende kracht moeten hebben op 1 oktober 2001 en deels in werking moeten treden op 1 januari 2003;

j) het feit dat een latere inwerkingtreding een juridisch vacuüm tot gevolg zou hebben;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 354.537/4, gegeven op 13 december 2002, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° « het decreet » : het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en van andere wetsbepalingen;

2° « de Minister » : de Minister van Tewerkstelling;

3° « de bevoegde Minister(s) » : het lid of de leden van de Regering bevoegd voor de bedoelde activiteiten-sector(en);

4° « de administratie » : de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° « de FOREm » : de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

6° « de werkgever » : één van de werkgevers bedoeld in de artikelen 2 tot 5 van het decreet;

7° « de werknemers » : de personen bedoeld in de artikelen 7 tot 9 van het decreet;

8° « de tegemoetkoming » : de tegemoetkoming bedoeld in artikel 14 van het decreet;

9° « de commissie » : de interministeriële commissie bedoeld in artikel 25 van het decreet;

10° « de programma's voor wedertewerkstelling » : de programma's voor de wedertewerkstelling van niet-werkgestelde werkzoekenden bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

11° « A.P.E. » : de bij of krachtens het decreet verleende tegemoetkomingen ter bevordering van de tewerkstelling.

#### HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de indiening van de aanvragen om tegemoetkoming en voorwaarden voor de toekenning ervan*

**Art. 2.** De werkgever die werknemers in dienst wenst te nemen voor wie een tegemoetkoming wordt verleend, richt zijn aanvraag aan de administratie, hetzij per post, hetzij per e-mail, aan de hand van een formulier waarvan het model door de administratie wordt bepaald. Het formulier is verkrijgbaar bij de administratie of bij de regionale directies van de « FOREm ».

Behalve wat betreft de werkgevers bedoeld in de artikelen 2, § 1, 2° en 3°, 4 en 5, § 1, 1°, van het decreet, richt de administratie een voorstel van overplaatsing aan de werkgever die werknemers tewerkstelt in het kader van de programma's voor wedertewerkstelling en die die werknemers wenst over te plaatsen in het kader van het decreet.

De werkgever beschikt over dertig kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van het voorstel van overplaatsing om mee te delen waarom hij de in het voorstel vermelde gegevens betwist. Hij voegt er de bewijsstukken bij.

De administratie behandelt het bezwaar en maakt een eventueel gewijzigd voorstel van overplaatsing over.

De werkgever die het voorstel van overplaatsing of het gewijzigde voorstel van overplaatsing niet betwist, dient een aanvraag in binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het voorstel van overplaatsing.

**Art. 3.** § 1. De in artikel 2, eerste lid, bedoelde aanvraag vermeldt al naar gelang het soort werkgever :

1° de identiteit, de personalia, de handelsnaam, de maatschappelijke zetel, de hoofdzetel, het inschrijvingsnummer bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, hierna RSZ genoemd, het bedrijfsnummer, het BTW-nummer, het RSVZ-nummer en het nummer van de paritaire commissie of paritaire subcommissie waaronder hij ressorteert;

2° het reële aantal tewerkgestelde werknemers, alsook het aantal tewerkgestelde werknemers berekend in voltijds equivalent, rekening houdende met :

a) hetzij de bij de RSZ beschikbare statistieken die betrekking hebben op de vier kwartalen vóór de aanvraag;

b) hetzij een attest van een erkend sociaal secretariaat betreffende de vier kwartalen vóór de aanvraag;

3° het (de) nummer(s) van de NACE BEL-code, alsook de referenties van elke andere door de minister vastgelegde classificatie die betrekking hebben op de activiteitensector(en);

4° de beoogde doelstelling, de door de werkgever aan te wenden menselijke, materiële en financiële middelen om ze te halen, alsook de kalender m.b.t. de uitvoering van de activiteiten;

5° het aantal in dienst te nemen werknemers, hun functie zoals bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomst die goedgekeurd werd door de bevoegde paritaire commissie of subcommissie, alsook het niveau van hun beroepsbekwaamheid, rekening houdende met de vereiste titels;

6° een afschrift van de drie laatste jaarrekeningen;

7° de begrotingen voor één of meerdere boekjaren;

8° wat de rechtspersonen betreft, de statuten en de wijzigingsakten.

De in artikel 3 van het decreet bedoelde werkgever die in aanmerking komt voor de programma's voor wedertewerkstelling, voegt evenwel, in afwijking van het eerste lid, 6°, een afschrift van de laatste beschikbare jaarrekeningen bij.

§ 2. De in artikel 2, eerste lid, bedoelde aanvraag, die door de in artikel 5, § 1, 1°, van het decreet bedoelde werkgever ingediend wordt, gaat ook vergezeld van :

1° een afschrift van de RSZ-statistieken betreffende de vier kwartalen vóór de aanvraag of een attest van een erkend sociaal secretariaat ter bevestiging van het jaarlijks gemiddeld aantal werknemers die tewerkgesteld werden tijdens de vier kwartalen vóór de aanvraag, berekend in voltijds equivalent;

2° het bedrag van de omzet en het totaal van de balans van het boekjaar dat aan de aanvraag voorafgaat of, in voorkomend geval, zoals ze resulteren uit de laatste jaarrekeningen;

3° een afschrift van de drie laatste jaarrekeningen of, als het bedrijf nog geen boekjaar telt, een afschrift van het financiële plan;

4° een verklaring op erewoord dat de werkgever voldoet aan de verplichtingen bedoeld in artikel 5, § 3, 3°, van het decreet en, in voorkomend geval, een afschrift van de beslissing waarbij de bevoegde administratie hem termijnen toekent;

5° het soort aangevraagde functies dat beantwoordt aan de gewestelijke beleidsvormen bedoeld in artikel 19, eerste lid, 3°, van het decreet.

Als uit de statuten blijkt dat het kapitaal voor meer dan 25 % in handen is van één of meer bedrijven dat/die geen openbare participatiemaatschappijen is/zijn, noch maatschappijen met risicodragend kapitaal of institutionele investeerders die geen controle uitoefenen, legt de werknemer voor elk van die bedrijven ook de volgende stukken over :

1° een afschrift van de RSZ-statistieken betreffende de vier kwartalen voorafgaand aan de aanvraag of een attest van een erkend sociaal secretariaat ter bevestiging van het jaarlijks gemiddeld aantal werknemers die tewerkgesteld werden tijdens de vier kwartalen vóór de aanvraag, berekend in voltijds equivalent;

2° het (de) bedrag(en) van de omzet en het totaal van de balans van het boekjaar dat aan de aanvraag voorafgaat of, in voorkomend geval, zoals ze resulteren uit de laatste jaarrekeningen.

De aanvrager kan zijn dossier vergezeld laten gaan van elke studie, analyse of plan uitgevoerd door een derde instelling, met name inzake bijstand of adviesverlening.

§ 3. Naast de stukken bedoeld in § 1, gaat de aanvraag bedoeld in artikel 2, vijfde lid, ook vergezeld van :

1° het laatste verslag over de uitvoering van de activiteiten wat betreft de werkgevers die werknemers tewerkstelden in het kader van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector;

2° het akkoord van de werkgever betreffende het voorstel van overplaatsing of het gewijzigde voorstel van overplaatsing bedoeld in artikel 2, vijfde lid.

§ 4. De in de §§ 1 tot 3 bedoelde stukken die de werkgever niet bij de aanvraag hoeft te voegen, worden door de Minister bepaald. Ze zijn immers in het bezit van het Ministerie van het Waalse Gewest of per e-mail verkrijgbaar bij andere openbare instellingen of overheden.

**Art. 4.** De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen. Als de aanvraag of het dossier onvolledig is, verwittigt de administratie de werkgever in hetzelfde schrijven en wijst ze hem erop dat de in artikel 7 bedoelde termijn geschorst is tot de ontvangst van de ontbrekende stukken of gegevens.

De stukken en gegevens worden door de werkgever ingediend volgens dezelfde modaliteiten als de aanvraag.

De administratie stuurt de aanvrager binnen vijftien dagen na het verzenden van het ontvangstbewijs een rappel i.v.m. de lijst van de ontbrekende stukken.

Als ze niet binnen vijftien dagen na het rappel overgemaakt worden, wordt de aanvraag geseponeerd.

**Art. 5.** De administratie vraagt binnen vijftien dagen na indiening van de volledige aanvraag om :

1° het advies (de adviezen) van de bevoegde Minister(s) over de in artikel 2, eerste lid, bedoelde aanvraag, ingediend door de werknemer bedoeld in artikel 3 van het decreet;

2° de beoordeling van de in artikel 2, eerste lid, bedoelde aanvraag, ingediend door de werkgever bedoeld in artikel 5 van het decreet, door de diensten van de Regering of door de volgende instellingen :

1° het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

- 2° het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3° het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 4° het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 5° de « FOREm »;
- 6° het « Agence wallonne à l'Exportation » (Waals Exportagentschap).

De beoordelingen worden overgemaakt binnen een termijn van zestig dagen. Als die termijn niet in acht wordt genomen, worden de beoordelingen niet meer vereist.

De bevoegde Minister(s) kunnen in hun advies (adviezen) voorrang geven aan het dossier waarover hij (zij) zich uitspreekt (uitspreken).

**Art. 6.** De administratie behandelt de aanvraag en beoordeelt in voorkomend geval de uitvoering van de activiteiten.

**Art. 7.** De administratie maakt het volledige dossier en een voorstel van beslissing aan de Minister over binnen honderd twintig dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 2, eerste lid, of binnen tachtig dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 2, vijfde lid.

**Art. 8.** De Minister vraagt de administratie in voorkomend geval om een bijkomende behandeling.

De Minister beslist binnen twintig dagen na ontvangst van het dossier of van de bijkomende behandeling. Als hij niet instemt met het advies (de adviezen) van de bevoegde Minister(s), verwittigt hij hen vóór de kennisgeving van de beslissing.

De Minister geeft de administratie kennis van zijn beslissing.

De administratie geeft de bevoegde Minister(s), de hoofdzetel van de « FOREm » en de werkgever kennis van de beslissing binnen tien dagen na ontvangst ervan.

De werknemers worden in dienst genomen binnen honderd tachtig dagen, te rekenen van de dag die volgt op de kennisgeving van de beslissing.

De « FOREm » bepaalt :

1° het model van attest waaruit blijkt dat de niet tewerkgestelde werkzoekenden voldoen aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 7 tot 9 van het decreet, alsook de modaliteiten betreffende de afgifte en de geldigheid ervan;

2° de signalementskaart van de werknemers en de procedure waarbij de stukken i.v.m. de indienstneming aan de « FOREm » worden overgemaakt;

3° de kaart met de wijzigingen van het signalement van de werknemer;

4° de loonstaat;

5° de modaliteiten voor het overmaken van de loonstaat met het oog op de betaling van de tegemoetkoming.

**Art. 9.** Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 3 van het decreet, kan de beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming worden genomen voor een bepaalde of onbepaalde duur, hetzij op grond van de criteria bedoeld in artikel 17 van het decreet, hetzij op grond van de beoordelingscriteria bedoeld in artikel 32, vierde lid, van het decreet.

De Minister kan van de werkgever op gemotiveerd verzoek vrijstellen van de inachtneming van de voorwaarde bedoeld in artikel 3, § 3, eerste lid, 3°, van het decreet.

Wat betreft de werknemers bedoeld in artikel 3 van het decreet, worden de beslissingen vanaf 1 januari 2005 minstens om de drie jaar door de administratie beoordeeld.

De administratie voert de beoordeling uit op grond van de criteria bedoeld in artikel 32, vierde lid, 1° tot 3° en 7° tot 13°, van het decreet en vraagt de betrokken Minister(s) om advies wat betreft de inachtneming van de criteria bedoeld in artikel 32, vierde lid, 4° tot 6°, van het decreet.

**Art. 10.** § 1. In geval van ongunstige beoordeling kan de Minister de beslissing tot toekenning overeenkomstig artikel 33 van het decreet intrekken, op voorstel van de administratie en na advies van de commissie en van de bevoegde Minister(s).

Na afloop van een beslissing van onbepaalde duur of in het geval bedoeld in het eerste lid, wordt de tegemoetkoming verder toegekend volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten, voor de duur van de door de werknemer gepresteerde opzegtermijn, zoals bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 75 van 20 december 1999, gesloten binnen de Nationale Arbeidsraad, betreffende de opzegtermijnen van de werknemers, met uitsluiting van de periodes van werkonbekwaamheid die de uitvoering van de opzegtermijn schorsen en niet door de werkgever gedragen worden.

Artikel 17, tweede lid, van het decreet is niet van toepassing op de vervanging van de ontslagen werknemer wiens opzegtermijn wegens werkonbekwaamheid geschorst wordt.

§ 2. In geval van ontslag betekend door de werkgever of van verlof betekend door de werknemer en voorzover de opzegtermijn door de werknemer gepresteerd wordt, wordt de tegemoetkoming toegekend aan de werkgever voor de duur van de door de werknemer gepresteerde opzegtermijn, zoals bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 75 van 20 december 1999, gesloten binnen de Nationale Arbeidsraad, betreffende de opzegtermijnen van de werknemers, met uitsluiting van de periodes van werkonbekwaamheid die de uitvoering van de opzegtermijn schorsen en niet door de werkgever gedragen worden.

De toekenning van de tegemoetkoming is niet effectief als de werknemer die de in het eerste lid bedoelde werknemer vervangt, ontslagen wordt.

**Art. 11.** Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van het decreet, wordt de beslissing genomen voor een onbepaalde duur, behalve wat betreft de beslissing genomen krachtens artikel 15, § 4, van het decreet.

Wat betreft de werkgever bedoeld in de artikelen 2, § 1, 2° en 3°, 3 en 5, § 1, 2°, van het decreet, wordt de beslissing genomen, hetzij voor een onbepaalde duur, hetzij voor een bepaalde duur van minimum zes maanden tot maximum drie jaar.

**Art. 12.** De werkgever kan vragen om elke wijziging van de beslissing volgens de procedure bedoeld in de artikelen 2 tot 8. De aanvraag om overdracht van punten bedoeld in artikel 22 van het decreet wordt beschouwd als een wijziging van de beslissing.

Wat betreft de wijzigingen van beslissingen die geen bijkomende budgettaire weerslag hebben en die de inhoud van het ontwerp niet wijzigen, kan de Minister de behandeling van die beslissingswijzigingen en de ondertekening ervan evenwel aan de administratie opdragen.

**Art. 13.** De werkgever maakt jaarlijks een uitvoeringsverslag m.b.t. de beslissing aan de administratie over volgens de modaliteiten die de Minister bepaalt.

### HOOFDSTUK III. — *Bedragen van de tegemoetkoming*

#### *Afdeling 1. — Plaatselijke besturen*

**Art. 14.** Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van het decreet, wordt het maximum aantal punten overeenkomstig artikel 15, § 7, van het decreet per werkpost vastgelegd als volgt :

1° als het gaat om een niet-tewerkgestelde werkzoekende bedoeld in artikel 7 van het decreet :

- a) van niveau 1 : 2 punten;
- b) van niveau 2+ : 2 punten;
- c) van niveau 2 : 2 punten;
- d) van niveau 3 en 4 : 2 punten;

2° als het gaat om een niet-tewerkgestelde werkzoekende bedoeld in artikel 8 van het decreet :

- a) van niveau 1 : 8 punten;
- b) van niveau 2+ : 7 punten;
- c) van niveau 2 : 6 punten;
- d) van niveau 3 en 4 : 5 punten;

3° als het gaat om een niet-tewerkgestelde werkzoekende bedoeld in artikel 9 van het decreet :

- a) van niveau 1 : 10 punten;
- b) van niveau 2+ : 9 punten;
- c) van niveau 2 : 8 punten;
- d) van niveau 3 en 4 : 7 punten.

De Minister bepaalt de methode voor de convergentie tussen bovenbedoelde bekwaamheidsniveaus en de door de werknemers uitgeoefende functies, zoals bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomsten, de akkoorden gesloten binnen het Waalse « Comité C » voor de openbare provincie- en plaatselijke diensten — onderafdeling « Waals Gewest » of bij de regelgeving die toepasselijk is op de werkgever.

**Art. 15.** Overeenkomstig artikel 15, § 4, 4°, van het decreet, bepaalt de Minister het aantal punten toegekend aan elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn al naar gelang het voorkomen van veelvoudige geboorten in zijn ambtsgebied. Hij bepaalt ook de modaliteiten voor de toekenning van die punten.

Onder veelvoudige geboorten verstaat men de geboorte van minstens drie kinderen binnen een periode van twaalf maanden. De Minister kan, op behoorlijk gemotiveerd verzoek, afwijken van die begripsbepaling wat betreft de periode waarin of de samenstelling van het gezin waar een veelvoudige geboorte zich voordoet.

De Minister bepaalt, op voorstel van de commissie, de modaliteiten voor de toekenning van de bijkomende punten bedoeld in artikel 15, § 4, 1° tot 3°, van het decreet.

**Art. 16.** Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van het decreet, wordt de handhaving van het globale tewerkstellingsvolume berekend in verhouding tot het referentiebestand, met name het gemiddeld aantal werknemers berekend in voltijds equivalent, tewerkgesteld in welke hoedanigheid ook bij de werkgever in de loop van de vier kwartalen vóór de indiening van een aanvraag bedoeld in artikel 2.

Bij de berekening van het referentiebestand wordt evenwel geen rekening gehouden met :

- 1° de werknemers in dienst genomen in het kader van het doorstromingsprogramma;
- 2° de werknemers in dienst genomen in het kader van de Startbaanovereenkomst bedoeld in hoofdstuk VIII van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid;
- 3° de werknemers in dienst genomen in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 4° de werknemers die de activering van de werkloosheidsuitkeringen genieten;
- 5° de werknemers die in aanmerking komen voor de Sociale Maribel;
- 6° het onderwijspersoneel;
- 7° de vrijwillige brandweerlieden;
- 8° het personeel tewerkgesteld in een ziekenhuis;
- 9° het personeel tewerkgesteld krachtens een beslissing bedoeld in artikel 15, §§ 4 en 5, van het decreet.

Het referentiebestand wordt bepaald, hetzij op grond van de RSZ-statistieken betreffende de vier kwartalen vóór de aanvraag, hetzij d.m.v. een attest van een erkend sociaal secretariaat betreffende de vier kwartalen vóór de aanvraag.

De berekening voor de handhaving van het globale tewerkstellingsvolume wordt jaarlijks door de administratie uitgevoerd op de jaardag van de kennisgeving van de beslissing.

Daartoe wordt het referentiebestand vergeleken met het in voltijds equivalent uitgedrukte jaarlijks gemiddeld aantal werknemers tewerkgesteld in welke hoedanigheid ook tijdens de vier kwartalen vóór de jaardag van de kennisgeving van de beslissing, met uitzondering van het personeel bedoeld in het tweede lid.

Bij vermindering van het referentiebestand, wordt het aantal punten toegekend krachtens artikel 15, § 1, van het decreet verminderd met een percentage dat evenredig is met het percentage van het verminderde globale tewerkstellingsvolume.

Er wordt volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten geen rekening gehouden met de verminderingen te wijten aan :

- 1° de overdracht van punten uitgevoerd krachtens artikel 22 van het decreet;
- 2° de overplaatsing van personeel naar de politiezones;
- 3° het verlies van toelagen verleend door de overheid.

Bij overdracht van punten bedoeld in artikel 22 van het decreet, wordt het referentiebestand van de overnemende werkgever verhoogd met het aantal punten gekoppeld aan de vermindering van het referentiebestand van de overdragende werkgever.

Bij vermindering van het referentiebestand te wijten aan een vermindering van het maximumaantal punten toegekend overeenkomstig artikel 15 van het decreet, wordt de berekening betreffende de handhaving van het globale tewerkstellingsvolume op de jaardag van de kennisgeving van de beslissing uitgevoerd in verhouding tot het referentiebestand bedoeld in het derde lid, verminderd met het in voltijds equivalent berekende gemiddelde aantal werknemers verkregen als gevolg daarvan.

**Art. 17.** De werkgever bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, gebruikt de krachtens artikel 15, § 1, van het decreet toegekende punten binnen zes maanden, te rekenen van de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing tot toekenning.

De werknemer bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van het decreet mag de niet-tewerkgestelde werkzoekenden bedoeld in artikel 7 van het decreet niet in dienst nemen die tewerkgesteld werden in het kader van een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur en die niet gesubsidieerd werden door de werkgever die ze in dienst neemt binnen zes maanden vóór hun inschrijving als werkzoekende.

#### *Afdeling 2. — Gewestelijke en gemeenschapsbesturen*

**Art. 18.** Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 2, § 1, 2° en 3°, van het decreet, mogen overeenkomstig artikel 16, derde lid, van het decreet, maximum twee punten per werkpost gebruikt worden, ongeacht de kwalificaties van de werknemer of het feit dat hij ingedeeld is bij één van de categorieën bedoeld in de artikelen 7 tot 9 van het decreet.

#### *Afdeling 3. — Werkgevers uit de non-profitsector*

**Art. 19.** Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 3 van het decreet, wordt het maximumaantal punten dat per werkpost gebruikt mag worden, overeenkomstig artikel 17, derde lid, van het decreet bepaald als volgt :

1° als het gaat om een niet-tewerkgestelde werkzoekende bedoeld in artikel 7 van het decreet :

- a) van niveau 1 : 6 punten;
- b) van niveau 2+ : 5 punten;
- c) van niveau 2 : 4 punten;
- d) van niveau 3 of 4 : 3 punten;

2° als het gaat om een niet-tewerkgestelde werkzoekende bedoeld in artikel 8 van het decreet :

- a) van niveau 1 : 10 punten;
- b) van niveau 2+ : 9 punten;
- c) van niveau 2 : 8 punten;
- d) van niveau 3 of 4 : 7 punten;

3° als het gaat om een niet-tewerkgestelde werkzoekende bedoeld in artikel 9 van het decreet :

- a) van niveau 1 : 12 punten;
- b) van niveau 2+ : 11 punten;
- c) van niveau 2 : 10 punten;
- d) van niveau 3 of 4 : 9 punten.

De werkgever bedoeld in artikel 3 van het decreet mag de hem overeenkomstig het eerste lid toegewezen punten verdelen onder zijn werknemers, onverminderd artikel 20.

De Minister bepaalt de methode voor de convergentie tussen bovenbedoelde bekwaamheidsniveaus en de door de werknemers uitgeoefende functies, zoals bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomsten of bij de regelgeving die toepasselijk is op de werkgever.

**Art. 20.** Wat betreft de in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet bedoelde werkgever die een in artikel 2, vijfde lid, bedoelde aanvraag indient, wordt het maximumaantal punten dat per werkpost gebruikt mag worden, in afwijking van artikel 19 berekend overeenkomstig artikel 44, zesde lid, van het decreet, volgens de modaliteiten die de Minister bepaalt.

**Art. 21.** Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 3 van het decreet, wordt de handhaving van het globale tewerkstellingsvolume berekend in verhouding tot het referentiebestand, met name het gemiddeld aantal werknemers berekend in voltijds equivalent, tewerkgesteld in welke hoedanigheid ook bij de werkgever in de loop van de vier kwartalen vóór de indiening van een aanvraag bedoeld in artikel 2.

Bij de berekening van het referentiebestand wordt evenwel geen rekening gehouden met :

- 1° de werknemers in dienst genomen in het kader van het doorstromingsprogramma;
- 2° de werknemers in dienst genomen in het kader van de Startbaanovereenkomst bedoeld in hoofdstuk VIII van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid;
- 3° de werknemers in dienst genomen in het kader van de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 4° de werknemers die de activering van de werkloosheidsuitkeringen genieten;
- 5° de werknemers die in aanmerking komen voor de Sociale Maribel.



Het referentiebestand wordt volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten vastgelegd, hetzij op grond van de RSZ-statistieken, hetzij d.m.v. een attest van een erkend sociaal secretariaat betreffende de vier kwartalen vóór de aanvraag.

De berekening voor de handhaving van het globale tewerkstellingsvolume wordt jaarlijks door de administratie uitgevoerd op de jaardag van de kennisgeving van de beslissing. Daartoe wordt het referentiebestand vergeleken met het in voltijds equivalent uitgedrukte jaarlijks gemiddeld aantal werknemers tewerkgesteld in welke hoedanigheid ook tijdens de vier kwartalen vóór de jaardag van de kennisgeving van de beslissing.

Bij vermindering van het referentiebestand, wordt het toegekende aantal punten verminderd met een percentage gelijk aan het percentage van het verminderde globale tewerkstellingsvolume.

De werkgever mag de Minister evenwel bij aangetekend schrijven verzoeken om een afwijking van artikel 3, § 3, 3°, van het decreet, overeenkomstig artikel 3, § 3, tweede lid, van het decreet.

*Afdeling 4. — Ondernemingen - Universiteiten, Hogescholen, Hogere kunst- en architectuurscholen die een creatieproces voor producten of diensten invoeren ter bevordering van onderzoek*

**Art. 22.** § 1. Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, van het decreet, wordt het per werkgever toegekende maximumaantal punten berekend als volgt :

- 1° als het gaat om een werkgever die 1 tot 4 werknemers tewerkstelt : 28 punten;
- 2° als het gaat om een werkgever die 5 tot 6 werknemers tewerkstelt : 34 punten;
- 3° als het gaat om een werkgever die 10 tot 24 werknemers tewerkstelt : 42 punten;
- 4° als het gaat om een werkgever die 25 tot 49 werknemers tewerkstelt : 48 punten;
- 5° als het gaat om een werkgever die 50 tot 99 werknemers tewerkstelt : 56 punten;
- 6° als het gaat om een werkgever die 100 tot 249 werknemers tewerkstelt : 60 punten.

Het personeelsbestand wordt berekend op grond van het in voltijds equivalent uitgedrukte driemaandelijks gemiddeld aantal werknemers, tewerkgesteld in welke hoedanigheid ook door de werkgever, rekening houdende met de RSZ-statistieken betreffende het kwartaal vóór de aanvraag of met een attest van een erkend sociaal secretariaat betreffende het kwartaal vóór de aanvraag.

§ 2. De maximale duur van de tegemoetkoming wordt berekend als volgt :

- 1° wat betreft de gewestelijke beleidsvormen bedoeld in artikel 19, eerste lid, 3°, a) tot f), van het decreet : 3 jaar;
- 2° wat betreft de gewestelijke beleidsvormen bedoeld in artikel 19, eerste lid, 3°, g), van het decreet : 2 jaar;
- 3° wat betreft de gewestelijke beleidsvormen bedoeld in artikel 19, eerste lid, 3°, h), van het decreet : 1 jaar.

**Art. 23.** Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, van het decreet, wordt het maximumaantal punten dat per werkpost gebruikt mag worden, overeenkomstig artikel 19, derde lid, van het decreet bepaald als volgt :

1° als het gaat om een niet-tewerkgestelde werkzoekende bedoeld in artikel 7 van het decreet :

- a) van niveau 1 : 7 punten;
- b) van niveau 2+ : 8 punten;
- c) van niveau 2 : 9 punten;
- d) van niveau 3 of 4 : 10 punten;

2° als het gaat om een niet-tewerkgestelde werkzoekende bedoeld in artikel 8 van het decreet :

- a) van niveau 1 : 8 punten;
- b) van niveau 2+ : 9 punten;
- c) van niveau 2 : 10 punten;
- d) van niveau 3 of 4 : 11 punten;

3° als het gaat om een niet-tewerkgestelde werkzoekende bedoeld in artikel 9 van het decreet :

- a) van niveau 1 : 9 punten;
- b) van niveau 2+ : 10 punten;
- c) van niveau 2 : 11 punten;
- d) van niveau 3 of 4 : 12 punten.

De Minister bepaalt de lijst van de diploma's voor bovenbedoelde niveaus.

De in artikel 5, § 1, 1°, van het decreet bedoelde werkgever die 1 tot 24 werknemers tewerkstelt en die gevestigd is in een ontwikkelingsgebied, mag maximum 12 punten per werkpost gebruiken, ongeacht de kwalificaties of het statuut van de werknemer t.o.v. de artikelen 7 tot 9 van het decreet.

**Art. 24.** De werkgever bedoeld in artikel 5, § 1, 2°, van het decreet krijgt maximum zestig punten.

Elke werkpost komt in aanmerking voor maximum 12 punten, ongeacht de kwalificaties van de werknemer of het feit dat hij ingedeeld is bij één van de categorieën bedoeld in de artikelen 7 tot 9 van het decreet.

De Minister bepaalt de lijst van de diploma's voor bovenbedoelde niveaus.

**Art. 25.** Wat betreft de werkgever bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, van het decreet, wordt de nettoverhoging van het globale tewerkstellingsvolume berekend in verhouding tot het referentiebestand, met name het in voltijds equivalent uitgedrukte jaarlijks gemiddeld aantal werknemers tewerkgesteld in welke hoedanigheid ook in de loop van de vier kwartalen vóór de indiening van een aanvraag bedoeld in artikel 2.

Het referentiebestand wordt berekend, hetzij op grond van de RSZ-statistieken betreffende de vier kwartalen vóór de aanvraag, hetzij d.m.v. een attest van een erkend sociaal secretariaat betreffende de vier kwartalen vóór de aanvraag.

De nettoverhoging van het globale tewerkstellingsvolume wordt jaarlijks door de administratie berekend op de jaardag van de kennisgeving van de beslissing en tijdens de duur van de beslissing, alsook tijdens een daarop volgende periode van gelijke duur. Daartoe wordt het referentiebestand vergeleken met het in voltijds equivalent uitgedrukte jaarlijks gemiddeld aantal werknemers, tewerkgesteld in welke hoedanigheid ook tijdens de vier kwartalen vóór de jaardag van de kennisgeving van de beslissing.

De verhoging is gelijk aan het aantal werknemers die in aanmerking komen voor de tegemoetkoming, of hoger.

Als de nettoverhoging niet in acht wordt genomen tijdens de duur van de beslissing, noch tijdens een periode van gelijke duur die volgt op de beslissing, wordt de toegekende tegemoetkoming teruggevorderd naar verhouding van de vermindering van het globale tewerkstellingsvolume.

#### HOOFDSTUK IV. — *Betaling van de tegemoetkoming*

**Art. 26.** Wat betreft de werkgevers bedoeld in de artikelen 2, § 1, 2° en 3°, 3 en 5 van het decreet, wordt de tegemoetkoming tijdens de eerste maand van tewerkstelling van de werknemers na de overdracht per voorlopige twaalfde uiterlijk op de 23e dag van die maand door de « FOREm » aan de werkgever betaald volgens de modaliteiten die de Minister bepaalt.

De tijdens de eerste maand of de eerste drie maanden ten onrechte verleende toelage wordt, rekening houdende met de binnen de termijnen ingediende loonstaat, in voorkomend geval teruggevorderd aan het einde van de arbeidsovereenkomst van de betrokken werknemer(s) of na het vervallen van de beslissing.

Voor de overige maanden van tewerkstelling van de werknemers, betaalt de « FOREm » de tegemoetkoming per twaalfde betaald aan de werkgever, uiterlijk op de 23e dag van bedoelde maand en op grond van de loonstaat van de vorige maand, ingediend uiterlijk de 15e dag van de maand volgens de modaliteiten die de Minister bepaalt.

Als de loonstaat niet ingediend wordt binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, wordt de tegemoetkoming betaald op de 23e dag van de volgende maand, op voorwaarde dat de loonstaat uiterlijk binnen vijftiendertig dagen na die termijn ingediend wordt.

Voor elke loonstaat ingediend buiten de termijn bedoeld in het derde lid, wordt de bezoldiging van de werknemers op wie die loonstaat betrekking heeft, alleen door de werkgever gedragen.

#### HOOFDSTUK V. — *Beoordeling, straffen en terugvorderingen*

**Art. 27.** Het verslag bedoeld in artikel 20, eerste lid, van het decreet wordt aangenomen op voorstel van de Minister en van de bevoegde Ministers.

De Minister bepaalt de inhoud van het verslag.

Het verslag bedoeld in artikel 50, tweede lid, van het decreet wordt aangenomen op voorstel van de Minister en van de bevoegde Ministers.

**Art. 28.** De Minister kan, op voorstel van de Commissie en na advies van de betrokken bevoegde Minister(s), één van de in artikel 33 van het decreet bedoelde straffen opleggen.

De administratie waarschuwt de werkgever eerst bij aangetekend schrijven en verzoekt hem zijn opmerkingen en verweermiddelen mee te delen binnen vijftien kalenderdagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het aangetekend schrijven.

De werkgever of zijn gemachtigde kan op eigen verzoek door de commissie gehoord worden binnen van dertig kalenderdagen van indiening van de aanvraag.

Het besluit van de Minister wordt door de administratie meegedeeld aan de bevoegde Minister, het centrale bestuur van de « FOREm » en de werkgever.

**Art. 29.** De ten onrechte betaalde tegemoetkoming wordt teruggevorderd door de « FOREm ». Ze wordt met alle rechtsmiddelen teruggevorderd, meer bepaald via een opnemings op het bedrag van een toekomstige tegemoetkoming.

**Art. 30.** Overeenkomstig artikel 3, § 2, 5°, van het decreet, kan de FOREm aanzuiveringsplannen overeenkomen met de werkgever bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet, met inachtneming van de modaliteiten die de Minister bepaalt.

Als het aanzuiveringsplan niet in acht wordt genomen, wordt het bedrag van de tegemoetkoming volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten verminderd met de vervallen en de te vervallen bedragen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Informatie van de werknemers*

**Art. 31.** De werkgever bedoeld in artikel 3 maakt de administratieve akten bedoeld in de artikelen 3, 8, 10 en 29 over aan de ondernemingsraad, de vakbondsafvaardiging of aan de betrokken werknemers.

De informatie is optimaal en bevat alle gegevens van bovenbedoelde akten.

#### HOOFDSTUK VII. — *Uitvoeringsbepalingen*

**Art. 32.** Overeenkomstig artikel 1 van koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, hierna « het koninklijk besluit nr. 474 » genoemd, vallen de werkgevers onder het toepassingsgebied bedoeld in artikel 2 van het decreet.

**Art. 33.** De premie waarin het koninklijk besluit nr. 474 voorziet, wordt toegekend en betaald volgens de modaliteiten bedoeld in hoofdstuk II van het decreet.

**Art. 34.** Overeenkomstig artikel 5 van koninklijk besluit nr. 474, vallen de werknemers onder het toepassingsgebied bedoeld in de artikelen 7 tot 9 van het decreet.

**Art. 35.** Overeenkomstig artikel 93, vierde lid, van de wet, vallen de werkgevers onder het toepassingsgebied bedoeld in de artikelen 3, 4 en 5, § 1, 2°, van het decreet.

**Art. 36.** Overeenkomstig artikel 94, § 1, van de wet, wordt de premie toegekend en betaald volgens de modaliteiten bedoeld in hoofdstuk II van het decreet.

**Art. 37.** Overeenkomstig artikel 97, § 3, van de wet, vallen de werknemers onder het toepassingsgebied bedoeld in de artikelen 7 tot 9 van het decreet.

**Art. 38.** Artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 1998 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt gewijzigd als volgt :

« De Minister kan de erkende gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling een jaarlijkse toelage verlenen voor de gedeeltelijke dekking van de administratieve kosten i.v.m. de uitoefening van de functies bedoeld in artikel 3. De Minister kan het toelagebedrag elk begrotingsjaar al naar gelang de omvang van de verrichte activiteiten aanpassen op voorstel van het begeleidingscomité. »

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 39.** Het koninklijk besluit van 14 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven.

**Art. 40.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, wordt opgeheven.

**Art. 41.** Het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 1994 tot uitvoering van artikel 7 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat speciaal bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, wordt opgeheven.

**Art. 42.** Het besluit van de Waalse Regering van 15 september 1994 houdende uitvoering van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven.

**Art. 43.** Het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, wordt opgeheven.

**Art. 44.** Het ministerieel besluit van 29 november 1995 tot uitvoering van de artikelen 7, § 1, 1°, en 9, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, wordt opgeheven.

**Art. 45.** Het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, wordt opgeheven.

**Art. 46.** De artikelen 1, 4°, 5 en 6, 11, 12 en 13 van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 1998 betreffende de plaatselijke onthaal- en informatiediensten voor tewerkstelling, worden opgeheven.

**Art. 47.** De artikelen 5, § 1, 8 en 9, van het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 1998 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, worden opgeheven.

**Art. 48.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen te werk zijn gesteld, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangsmaatregelen*

**Art. 49.** Het eerste lid van artikel 21 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, wordt gewijzigd als volgt :

« Eén punt is gelijk aan 2.541 euro en de werkgevers kunnen per jaar en per voltijds equivalent werknemer in aanmerking komen voor maximum twaalf punten, behalve wat betreft de in artikel 44 bedoelde werkgevers die in aanmerking kunnen komen voor een hoger aantal punten per jaar en per voltijds equivalent werknemer, voorheen tewerkgesteld in één van de programma's voor wedertewerkstelling bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. »

**Art. 50.** De werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet moeten pas vanaf 1 januari 2004 voldoen aan de voorwaarde bedoeld in artikel 3, § 2, 7°, van het decreet.

HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

**Art. 51.** Het verslag bedoeld in artikel 25, 6°, van het decreet vermeldt het bij besluit toegekende aantal werkposten en wordt om de drie maanden aan de commissie overgemaakt.

**Art. 52.** Het decreet en dit besluit treden in werking op 1 januari 2003 en hebben uitwerking met ingang van 1 oktober 2001 wat betreft de werkgevers bedoeld in artikel 43 van het decreet.

Desalniettemin :

1° treden artikel 35 van het decreet en artikel 39 van dit besluit in werking op 1 januari 2003;

2° treden artikel 36 van het decreet en artikel 48 van dit besluit in werking op 31 december 2003;

3° treden artikel 37 van het decreet en de artikelen 43, 44, 46 en 47 van dit besluit treden in werking op 31 december 2003;

4° treden artikel 38 van het decreet en de artikelen 40 en 41 van dit besluit in werking op 31 december 2003;

5° treden artikel 39 van het decreet en artikel 42 van dit besluit in werking op 1 januari 2003;

6° treden artikel 40 van het decreet en artikel 45 van dit besluit in werking op 31 december 2003.

De aanvragen die vóór 31 december 2002 bij de administratie ingediend werden krachtens het decreet van de Waalse Gewestraad van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen of krachtens het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen, blijven onderworpen aan bovenbedoelde wetgeving.

**Art. 53.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA